Projet Société Civile et Démocratie Participative - BULLETIN D'INFORMATION ABARAZ N° 5 - 2021

أبـــراز
ABARAZ
نشـــرة إخـبـــاريـــة
BULLETIN D'INFORMATION

UN DOUBLE EFFORT POUR UNE ANNÉE EXCEPTIONNELLE !

Cofinancé par l'union européenne

Sommaire

Séminaire régional sous le thème : « La participation politique des femmes dans la région de Souss - Massa »....**Page 4**

Dynamique civile pour le suivi -évaluation des politiques publiques territoriales dans la région Souss Massa : nouvel horizon de l'action et de l'influence .....**Page 6**

Tous ensemble pour lutter contre les violences faites aux femmes .....**Page 7**

Dynamique associative régionale pour le suivi-évaluation de politiques territoriales de Souss Massa : une initiative pour soutenir la participation des acteurs de la société civile aux politiques territoriales .....**Page 8**

Majallat Abaraz, un essai diffusé avant le lancement effectif de la radio associative Abaraz.....**Page 11**

Bulletin d'information n°5 publié dans le cadre du projet Société civile et démocratie participative.

Directeur de la publication : Abderazzak EL HAJRI

Conception : Equipe communication M&D

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabiluté de l'Association Migrations & Développement, et ne reflète nullement les opinions de l'Union européenne et de l'AFD.

Edito

La progression rapide de la Covid 19 au début de l'année 2020 a pris tout le monde de cours et a chamboulé la vie socio-économique au Maroc, et de presque toute l'humanité. Comme toutes les associations, nos activités ont été fortement impactées. Et le séminaire régional sur les expériences des Collectivités locales(1) de la région de Souss Massa en matière de Budget Sensible au Genre (BSG), prévu le 25 mars 2020 a été reporté, alors que tout était préparé (programme, intervenantEs, logistique...etc).

Le recours aux plateformes de communication numérique s'est imposé comme outil principal pour maintenir le travail collectif avec toutes les parties prenantes de la dynamique du projet «Société Civile et Démocratie Participative». Leur implication a été un garant de réussite des multiples activités réalisées, notamment en matières (i) de campagne de sensibilisation contre la violence à l'égard des femmes et des filles (affche et capsule vidéo) sur les réseaux sociaux, (ii) de formation au suivi-évaluation des politiques publiques territoriales, et (ii) de soirées-débats ayant mobilisé des intervenants et intervenantes au niveau régional et national de grande qualité sur diverses thématiques (voir l'article sur la dynamique Civile régionale de suivi-évaluation des politiques publiques territoriales).

(1) Douze Collectivités partenaires ont mené un travail intéressant en matière de BSG: le Conseil provincial de Tiznit, les Communes d'Ait Baha, Ait Melloul, Ammelne, Tiznit, Eddir, Fam El Hisn, Idaougmad, Inezgane, Sidi Bibi, Tamanart et Tinzert.

En parallèle, les associations relais ont continué à agir, malgré la situation compliquée liée à la pandémie et en s'adaptant chacune à son contexte. Les actions ont porté sur de nombreux points. La mise en place des espaces locaux de concertation ; l'appui à l'Instance de l'équité, de l'égalité des chances et de l'approche genre (IEECAG), également l'appui aux instances de l'Approche Genre dans la production des Avis consultatifs. Mais aussi les pétitions pour expérimenter les outils de démocratie participative pour contribuer à consolider la coopération et le dialogue entre les conseils élus et les associations de la société civile, nécessaires à toute dynamique de développement démocratique.

Nous avons vécu un moment fort en novembre dernier avec la participation aux webinaires sur la participation citoyenne avec le Programme Moucharaka Mouwatina (UNOPS) et Mouvement pour la Paix.

Cette initiative était menée en partenariat avec l'Union européenne, la Direction Générale des Collectivité Territoriales, le Ministère d'Etat chargé des Droits de l'Homme et des Relations avec le Parlement, ainsi que le Conseil National des Droits de l'Homme.

Ce moment fort a permis la participation de nombre de partenaires du projet «Société Civile et Démocratie Participative» pour présenter leur expérience et partager les enseignements tirés(2).

Les webinaires étaient organisés en trois étapes : **(i)** mise en œuvre des mécanismes de la démocratie participative par les associations et les citoyen-nes, **(ii)** des espaces aux nouvelles formes de concertation 2.0 et **(iii)** un dialogue constructif impliquant les parties prenantes institutionnelles ainsi que les Partenaires Techniques et Financiers.

Nous reviendrons dans le prochain numéro sur ces initiatives innovantes, vu l'intérêt de ces échanges et des perspectives dégagés par les divers acteurs institutionnels et associatifs.

Bonne lecture.

Abderrzak EL HAJRI

Directeur Général de Migrations & Développement

(2) Ont présenté leurs expériences, dans le cadre du projet Société civile et démocratie participative, les Communes d'Adis, d'Agadir et de Tamanart, ainsi que le RARBA-Tiznit

Séminaire régional

Sous le thème

« La participation politique des femmes dans la région de Souss - Massa »

Dans le cadre de l'encouragement de la représentativité des femmes, l'Association Femme pour le Développement et la Culture et Migrations & Développement ont organisé un séminaire régional sur « La paricipation des femmes dans la région de Souss - Massa » qui s'est tenu à Agadir, le 20 février 2020.

La thématique traduit les principes et valeurs des deux associations qui œuvrent pour promouvoir la participation des femmes à la vie publique et au développement culturel, économique et politique.

Elles visent contribuer au renforcement des capacités des femmes capables d'agir, de participer et d'accéder aux postes de responsabilités en toute maitrise et compréhension de leurs rôles, par le biais d'organisation de sessions de formation et campagnes de sensibilisation et d'encadrement au profit des femmes agissant dans l'arène politique et civile.

Cette rencontre a permis à plus de 130 participant-e-s (représentant-e-s de diverses associations et coopératives, syndicats, groupements territoriaux, services décentralisés, presse et médias...) d'échanger et de dialoguer autour de la question du renforcement et de la participation des femmes aux débats publics et politiques dans la région de Souss – Massa.

Une opportunité de dialogue et de concertation pour tous ces acteurs et actrices qu'ils soient de la société civile, des Collectivités locales, des institutions souhaitant contribuer à un débat responsable et objectif sur les perspectives de développement de la participation politique des femmes dans la région.

A cette même occasion, certaines expériences pionnières de femmes (notamment du milieu rural) œuvrant dans le domaine politique ont été présentées.

Ce qui a amené à des recommandations sur les mécanismes de financement de la participation politique des femmes et d'insister sur la nécessité de mobiliser les partis politiques pour qu'ils puissent jouer leur rôle non seulement dans la formation et la sensibilisation des femmes autour de l'importance de leur candidature aux élections, mais aussi de promouvoir en leur sein la culture d'égalité et d'équité dans l'accès aux postes de responsabilité politique et en œuvrant pour une parité dans les propositions de leur candidature dans tous les processus électoraux et l'activation de l'Autorité pour la Parité et la Lutte contre les Discriminations (APALD), conformément aux dispositions constitutionnelles et aux conventions internationales ratifiées par le Maroc.

Bien que l'État interagit positivement avec les initiatives de la société civile et encourage lui-même la participation des femmes, il existe toujours des défis et des difficultés d'ordres sociales, culturelles et politiques qui entravent l'atteinte de cet objectif.

C'est dans ce contexte que les partis politiques ont de grandes responsabilités pour changer la donne pour renforcer la participation politique des femmes, sans oublier les réseaux sociaux comme outils et leviers de mobilisation et de communication.

Le principal défi est de l'ancrage d'une nouvelle culture reconnaissant le rôle de la femme dans le développement lui permettant l'accès aux moyens de production et aux postes de décision. Aussi, faut-il dépasser et résoudre la contradiction de la double vision sociétale des rôles de la femme et de chercher des solutions stratégiques et mesures opérationnelles efficaces garantissant la parité. Surtout que la femme s'est imposée dans toutes les sphères de la vie sociale, économique et scientifique, mais son rôle dans la gestion dans le champ politique et dans les affaires publiques reste faible.

Zahra AMARINE - Animatrice GENRE - M&D

Pour le suivi - évaluation des politiques publiques territoriales dans la région Souss Massa

Nouvel horizon de l'action et de l'influence

La préparation de la dynamique civile pour le suivi-évaluation des politiques publiques territoriales dans la région Souss Massa s'est faite dans le contexte des étapes de mise en place du projet « Société Civile et Démocratie Participative ».

D'une part comme couronnement des étapes précédentes et comme garantie à la perspective de la continuité d'une action civile régionale et efficace et d'autre part comme l'un des importants piliers d'activation de la démocratie participative de manière organique au niveau de principales étapes dans la production des politiques publiques, l'avant (consultation collective), le pendant (suivi des étapes de réalisation), et l'après (évaluation en termes d'efficacité). Le processus de création de cette dynamique a été initié immédiatement après la manifestation d'intérêt exprimée par une trentaine d'acteurs associatifs et académiques au cours du mois de mars 2020.

En vertu de la mise en quarantaine imposée par l'urgence épidémiologique, des sessions de formations ont eu lieu à distance et ce pour une durée de trois mois, un cycle tous les quinze jours, en plus des travaux de groupes.

Ces sessions de formation ont pleinement contribué et de manière intelligente et méthodique à clarifier la vision sur le rôle et les limites d'intervention de l'acteur civil, à travers les opportunités et les contraintes imposées par l'ensemble des textes juridiques et procéduraux qui encadrent la démocratie participative, en lien avec la question des capacités opérationnelles de l'acteur civil par rapport au politique comme producteur des politiques publiques institutionnelles.

Dans cet esprit positif, et comme point culminant des efforts précédents, une réunion présentielle a eu lieu en août 2020 à Agadir pour la ratification de la charte éthique de la dynamique, opérationnalisant ainsi cette volonté en se concentrant sur l'exercice de préparation d'un premier rapport régional sur les politiques publiques territoriales concernant les thèmes suivants :

- Égalité et genre ;
- Environnement et développement durable ;
- Droits des personnes en situation du handicap ;
- Jeunesse.

Et selon les principes de base à savoir :
Transparence, solidarité, citoyenneté et indépendance.

Brahim BARKA - Animateur - AFS

Tous ensemble

Pour lutter contre les violences faites aux femmes

Lors du confinement général dû à la Covid-19 (mars-juin 2020), le taux de violence à l'égard des femmes a connu une hausse inquiétante et de nombreuses femmes et de jeunes filles y ont subi de fortes maltraitances.

Ce qui a amené les organisations de la société civile marocaine œuvrant spécifiquement pour cette cause à renforcer leurs actions et ainsi continuer à défendre et protéger ces femmes et ces jeunes filles.

C'est en relation avec les centres d'écoute que les associations de femmes partenaires du projet «Société Civile et Démocratie Participative» ont tenu en priorité des réunions en visioconférence afin de s'organiser, de continuer à mobiliser et à sensibiliser sur les violences que peuvent subir les femmes et les jeunes filles durant cette période critique.

A la suite de ces réunions, Migrations & Développement, l'Association Femmes du Sud, le Réseau Femmes Solidaires et d'autres associations des droits de femmes ont mis en place une campagne de sensibilisation pour lutter contre la violence faites à l'égard des femmes durant le confinement.

Cette initiative a permis (i) de diffuser une affiche avec les Centres d'écoute et les numéros de contact et (ii) de produire une capsule vidéo comprenant différents témoignages réalisés par les organisations de la société civile avec comme mot d'ordre « soutenir toutes ces femmes et jeunes filles pour mettre fin à toutes les violences qu'elles subissent quotidiennement durant cette crise sanitaire ».

Cette capsule vidéo qui a fait l'objet d'une diffusion sur les réseaux sociaux de M&D et de ses partenaires a permis de toucher un large public, de mobiliser et surtout de mettre à contribution des associations de Femmes de la région Souss – Massa qui ont eu pour principal objectif défendre et lutter contre la violence faites à toutes les femmes et jeunes filles au Maroc. Sans oublier la contribution de journalistes et artistes engagé.e.s, que nous tenons à remercier et nous leur témoignons de toute notre reconnaissance.

Pour visualiser la vidéo en arabe, cliquez ICI

Equipe communication M&D

Pour soutenir la participation des acteurs de la société civile aux politiques territoriales

Consciente de l'importance de la contribution à la déclinaison du chantier national relatif aux réformes constitutionnelles et aux dispositions des lois organiques des collectivités territoriales, notamment celles liées à la démocratie citoyenne et participative, Migrations & Développement et ses partenaires ont initié la création d'une dynamique régionale sur suivi-évaluation des politiques publiques dans la région de Souss – Massa.

À ce sujet, l'initiative a connu l'adhésion au processus de création d'une Dynamique régionale de suivi-évaluation des politiques publiques et territoriales de 29 associations, œuvrant dans différents domaines (environnement, jeunesse, personnes en situation d'handicap, égalité et genre), ainsi que des chercheurs universitaires intéressés par la gestion des affaires locales.

Afin de soutenir et de renforcer les capacités des membres de cette Dynamique, et en respect aux mesures préconisées par le Gouvernement marocain pour lutter contre la propagation de la Covid 19, outre des sessions de formation sur les politiques publiques et les mécanismes de suivi-évaluation ont eu lieu sous forme de rencontres virtuelles.

Afin de créer des espaces de dialogue avec les divers acteurs et diverses actrices (politiques, associatifs-ves et académicien-ne-s), des rencontres-débats virtuels portant sur diverses thématiques liées à la gestion de la chose locale ont été organisé en l'occurence :

1. **Politiques soutenant la participation des acteurs de la société civile aux politiques territoriales : mécanismes de suivi-évaluation ;**
2. **Les approches droits et inclusive dans les plans territoriaux dans la région ;**
3. **La planification territoriale : un mécanisme pour atteindre l'Egalité et la consécration de l'approche Genre ;**
4. **La budgétisation participative sensible au genre et pluriannuelle : Une garantie pour l'efficacité et la transparence.**

La **première session** qui a été organisée, via la plateforme Zoom, le 13 mai 2020 traitait des garanties juridiques qui encadrent la participation des citoyen-e-s dans le processus, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques qui restent toujours très modestes aux yeux des intervenant-e-s, en raison de l'absence d'une vraie volonté de la part des acteurs politiques et civiles dans la déclinaison des mécanismes de participation dans les politiques territoriales.

En plus de ce désintérêt constaté de l'acteur public au sujet de l'importance de la participation des associations et des citoyen-e-s à la gestion de la chose locale, il a aussi été souligné que les acteurs de la société civile sont en cours d'apprentissage et il serait difficile de confirmer qu'ils sont prêts étant donné qu'ils n'utilisent pas leurs nouveaux rôles garantis par les dispositions constitutionnelles et des lois organiques des Collectivités locales, notamment celles relatives au suivi-évaluation des programmes et politiques territoriales.

S'ajoute à cela, l'absence de maitrise d'outils de mesures de l'efficacité des plans communaux et l'absence d'indicateurs de mesures de résultats et d'atteinte des objectifs chez les Collectivités.

La **deuxième session** portait sur les approches droits et d'inclusion dans les plans territoriaux au niveau de la région de Souss - Massa, s'est tenue le 16 mai 2020 autour de trois temps forts :

1. **Les garanties juridiques pour l'approche inclusive et l'approche droits, en invoquant quelques expériences d'expert-e-s et d'acteurs (et actrices) de terrain.**
2. **Les contraintes auxquelles, ils ont été confrontés pour construire un modèle de développement local inclusif et l'activation et la mise en fonction de leurs rôles liés aux Droits et à l'approche inclusive.**
3. **Les enjeux et la présentation de quelques propositions qui peuvent être faites aux associations afin de suivre et d'évaluer les politiques publiques, programmes et plans des Collectivités.**

La **troisième session** traitait de la question de la planification territoriale comme mécanisme pour atteindre l'Egalité et consacrer l'approche genre. Il a été abordé le contexte juridique et ce qui a été réalisé sur le terrain, avec des recommandations et des propositions.

Sur cette base, malgré l'évolution législative et juridique qui est en cours et les acquis, des doutes subsistent sur la mesure dans laquelle l'acteur politique peut s'approprier l'approche genre, et que les femmes dans les Collectivités locales subissent encore la marginalisation.

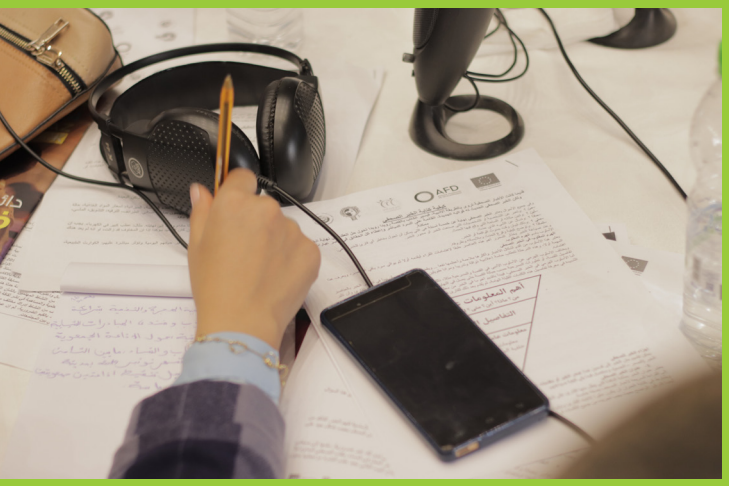
Les participant-es à la **quatrième session**, ayant fait l'objet de débat sur la budgétisation participative sensible au genre et pluriannuelle en tant que garantie pour l'efficacité, la transparence et le développement local, ont rappelé le contexte international et national pour l'adoption de l'approche genre, les Accords internationaux que le Maroc a ratifiés dans ce domaine, ainsi que le processus historique et progressif d'adoption de l'approche genre dans les plans et programmes de développement, les efforts consentis pour accompagner les acteurs civils et publics dans l'animation et l'appropriation des mécanismes d'intégration du genre.

En conclusion de ces débats, il a été souligné la difficulté pour les actrices et acteurs territoriaux de maitriser la formulation des indicateurs et la mesure de l'impact des programmes de développement sur le genre, malgré la consécration constitutionnelle du droit d'accès à l'information et les mécanismes de suivi-évaluation des politiques publiques.

Belaid BOUMEDIANE - Animateur Pôle GAT

Majallat Abaraz

Un essai diffusé avant le lancement effectif de la radio Abaraz



Dans le cadre du projet «Société Civile & Démocratie Participative », la Radio Abaraz a été créée par Migrations & Développement et son partenaire, le Forum des Initiatives Jeunes (FIJ), au niveau de la région de Souss Massa. **12 animatrices et animateurs représentant les associations de jeunes ont suivi des formations pour renforcer leurs connaissances et leurs capacités dans le domaine des médias associatifs, et ainsi leur permettre de disposer des outils de production et de programmation**. Malheureusement, la pandémie a empêché l'achèvement des activités puisque les Autorités ont déclaré l'état d'urgence et imposé le confinement total au Maroc.

Suite à cette contrainte, nous avons réfléchi à la nécessité de profiter du confinement pour commencer la production d'une émission expérimentale dans laquelle nous pouvons, d'une part, mettre à profit les ateliers de formation et d'autre part, créer des liens entre les bénévoles œuvrant pour la mise en place de la Radio ABARAZ.

Après plusieurs réunions en visioconférence que nous avons tenues entre animateurs et animatrices et les divers échanges, nous avons décidé de produire une émission pilote nommée « Majallat Abaraz » diffusée tous les dimanches soir et en dialecte marocain. Dans ces émissions, nous évoquons un ensemble de sujets d'actualité liés à la Covid-19 et au confinement dans la région de Souss-Massa, ainsi que la sensibilisation aux mesures de prévention à adopter.

L'émission se compose de quatre rubriques principales. Dans **la première,** nous abordons les dernières nouvelles sur l'épidémie dans la région de Souss-Massa. Dans **la seconde**, nous accueillons un-e spécialiste du domaine qui fournit aux auditeurs et auditrices un ensemble d'informations et de conseils. **La troisième,** nous écoutons les opinions des citoyennes et des citoyens sur les enjeux actuels engendrés par la crise dans notre pays, et **la quatrième** est consacrée à présenter l'une des initiatives prises par les associations de la société civile dans la région de Souss Massa.

Les tâches ont été distribuées entre l'équipe des bénévoles, et une méthode participative a été adoptée pour proposer les thèmes qui seront abordés lors de chaque épisode. Avec la participation des animateurs et animatrices de la radio associative , nous avons jusqu'à présent produit 12 épisodes de l'émission « Majallat Abaraz », et nous aspirons à poursuivre cette initiative pour continuer à produire de nouvelles émissions.

Hafid EDDRIOUCH - Animateur FIJ

أبراز
ABARAZ
ⵓⴱⴰⵔⴰⵣ

نشرة إخبارية

BULLETIN D'INFORMATION